



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Sarkopositivite>

Sarkopositivité

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1098 - mai 2009 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 mai 2009

Description :

Paul Vincent montre que l'abstinence entraînée par le chômage et la baisse de pouvoir d'achat fait chuter la "sarkopositivité" des ménages.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le moine Luther, grâce à sa "Réforme", avait attiré à lui des foules de "protestants". Suite aux siennes, ce sont de même des "protestataires" que notre très charismatique chanoine de Latran réussit aujourd'hui à rassembler en grand nombre.

À son arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy laissait entendre que le stock de chômeurs dont il héritait, certes d'un septennat de droite mais entaché de socialisme (Ah ! cette maudite semaine de 35 heures !), n'était constitué que de paresseux ou d'incapables. Il allait donc mettre les premiers en demeure d'accepter un emploi, les autres un stage de formation dans des domaines où ils pourraient immédiatement trouver du travail, et le problème était réglé. On vit alors fleurir les stages non ou peu rémunérés débouchant sur des emplois précaires (CDD ou intérim). Première désillusion. Tout ceci bien avant que l'on ne nous parle de crise. C'était alors inenvisageable, puisque le système libéral dont nous bénéficions est le régime idéal pour créer indéfiniment de la richesse, comme l'affirmaient des économistes réputés infaillibles. Mais depuis quelques mois la situation est devenue préoccupante, et il est difficile de nous faire croire que les 80.000 chômeurs de plus du mois dernier sont des gens qui seraient devenus tout d'un coup incompetents ou paresseux. Le problème serait plutôt du côté des employeurs. On aimerait y rencontrer davantage de vrais entrepreneurs plutôt que des acquéreurs d'entreprises dont le seul objectif est de gagner beaucoup d'argent à court terme, pour eux et leurs gros actionnaires, à coup de licenciements et de délocalisations, bref des fossoyeurs d'entreprises. Et pourquoi, à leur place, l'État ne s'y mettrait-il pas, au lieu de subventionner leurs défaillances ? De la part de ceux qui se disent encore gaullistes quand cela les arrange, ce ne serait pas renier de Gaulle. Mieux valait son dirigisme en soutien à de grands projets, ou à des PME comme la Société de l'ingénieur Jean Bertin, dont l'« aérotrain », que torpillera plus tard Giscard d'Estaing, fut longtemps en avance sur le "transrapid" de Siemens qu'ont aujourd'hui acheté les Chinois. Et personne ne soutiendra, sauf peut-être Jean-Marie Messier, que l'eau privatisée nous était alors vendue à un plus juste prix que de l'électricité ou du gaz étatisés.

J'avais bien aimé le titre « Que les gros salaires baissent la tête ! » d'un ouvrage paru en 2005. Cette recommandation n'est toujours pas suivie. De même que demeure la liberté accordée aux riches de planquer leur fortune dans des paradis fiscaux. Dangereux exemple. Si malheureusement la Patrie était à nouveau en danger, il me paraîtrait difficile d'empêcher celui qui n'a que sa peau à sauver d'aller lui aussi la mettre à l'abri en Suisse. Je ne comprendrais pas qu'on osât lui faire la morale dans une société du "chacun pour soi" où l'on se porte mieux d'avoir des ancêtres négriers que d'avoir eu un père mort pour la France. Que restera-t-il d'ailleurs du patrimoine commun que nous aurions à défendre ? En ce qui concerne le patrimoine matériel, on est en train d'en achever la privatisation et il ne nous restera bientôt plus en commun que les dettes de l'État et celles héritées des banques. Quant au souvenir glorieux de nos victoires militaires et de nos conquêtes sociales, ce ne sera pas un patrimoine trop lourd à emporter et ce n'est pas ce qui restera de la Patrie sous la semelle de ses souliers qui sera de nature à retenir quiconque.